L. 57-[illegible]/1

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

LE CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale

le 15 novembre 1961

d'une demande d'avis

sur un projet de loi concernant la limitation et la majoration des salaires et traitements, et sur des amendements qui y sont apportés

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15 november 1961

door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg

verzocht, hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet betreffende de vaststelling en de vermindering der lonen en wedden en over de daarop voorgestelde amendementen,

a donné en sa séance du

10 janvier 1962

l'avis suivant :

heeft ter zitting van

10 Januari 1962

het volgend advies uitgebracht

Le projet de loi poursuit un triple objectif :

1°- Présenter en un texte unique et systématiquement ordonné, l'ensemble des règles suivant lesquelles il sera procédé à la fixation par voie d'autorité, des salaires et traitements.

Dans les périodes d'instabilité économique, le taux des salaires et traitements est fatalement soumis à des variations fréquentes. Depuis l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif à la fixation des salaires et traitements, le premier en date qui a légiféré en la matière, il a été nécessaire, pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture économique, d'apporter aux dispositions arrêtées à cette époque, des modifications qui n'ont pas exigé moins de sept arrêtés-lois et d'une loi.

Le gouvernement a estimé le moment venu de codifier ces dispositions en un seul texte de façon à en rendre la compréhension plus aisée à ceux qui sont tenus d'en faire l'application.

2°- Permettre au Roi de procéder, pour le présent, à une réadaptation des rémunérations conformément à la réalité économique et mettre à sa disposition pour l'avenir, un procédé juridique suffisamment simple pour rendre aisées les adaptations nécessaires.

L'exposé des motifs souligne l'importance sociale des dispositions contenues dans le projet : celles-ci autoriseront une réadaptation des salaires et traitements en tenant compte de la majoration du taux de ceux-ci constatée au cours de la Conférence du Travail du 30 mars 1948.

./.

Afin d'éviter une rigidité qui se concilierait malaisément avec les nécessités de la vie économique, le projet de loi reconnaît au Roi la faculté d'apporter un certain assouplissement aux mesures de caractère général arrêtées par lui, par l'homologation d'accords intervenus au sein des commissions paritaires, en vue d'accorder, dans une branche d'activité déterminée, des minima de rémunérations dépassant les minima généraux.

3°- Maintenir le blocage des salaires et traitements tout en envisageant dès à présent, le moment où il sera possible d'y mettre fin et en préparant les dispositions qui en réaliseront juridiquement la suppression.

L'exposé des motifs insiste sur le caractère "essentiellement temporaire" des dispositions visant le blocage des salaires et traitements; un article du projet de loi envisage les textes à adopter dès à présent, afin d'y mettre fin quand le moment sera venu.

Champ d'application du projet de loi.

Dans la pensée du gouvernement, les dispositions du projet de loi sont applicables à toutes les personnes sans distinction engagées dans les liens d'un contrat de louage de services, dès l'instant où ces personnes travaillent à rendement normal.

Le champ d'application du projet de loi est dès lors très vaste. Les mesures qu'il prévoit visent tous les salariés, qu'ils soient majeurs ou mineurs, du sexe masculin ou du sexe féminin, que leurs droits et obligations découlent d'un contrat de travail ou d'un contrat d'emploi, qu'ils exercent leur activité à domicile ou dans les locaux du chef d'entreprise.

./.

Mécanisme du projet de loi.

Le mécanisme du projet de loi est très simple; il est basé sur deux principes, l'un qui a pour objet la fixation des minima des salaires et traitements, l'autre qui tend au blocage des rémunérations.

Premier principe.

Le premier principe se trouve formulé dans l'article Ier du projet de loi : les salaires et traitements sont fixés, non plus par l'accord des parties, mais bien par voie d'autorité. Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et pris après consultation du Conseil National du Travail, en fixe les taux. La loi du 20 septembre 1948, citée dans l'exposé des motifs, n'institue pas le Conseil National du Travail mais se borne, dans ses articles 18 et 27, à y faire allusion. En conséquence, l'application de l'article Ier du projet ne deviendra possible que le jour où cet Organisme sera constitué. Ces minima sont "ou bien identiques pour tous les travailleurs d'une même catégorie professionnelle occupés dans toutes les branches d'activité, ou bien différentiels par branches d'activité".

Le principe qui se dégage de l'article Ier subit une importante dérogation. L'article 2 donne au Roi pouvoir de rendre obligatoires les résolutions des Commissions paritaires déterminant des minima de salaires et de traitements supérieurs à ceux fixés d'une manière générale par l'arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

On observera que l'arrêté royal déterminant pour l'ensemble des travailleurs, les minima des salaires et traitements, doit être délibéré en Conseil des Ministres et faire préalablement l'objet d'un avis du Conseil National du Travail. Ces deux dernières formalités de procédure ne sont pas

./.

exigées en ce qui concerne les arrêtés royaux qui donneront force obligatoire aux accords conclus au sein des Commissions paritaires; ces arrêtés royaux seront pris dans la forme ordinaire avec le contreseing d'un seul ministre. On comprend que dans ce cas, le législateur se montre moins rigoureux quant aux conditions dans lesquelles seront pris ces arrêtés; les conséquences de ceux-ci ne s'étendront, en effet, qu'à un nombre plus limité de travailleurs. L'accord conclu au sein de la Commission paritaire sera au surplus une garantie supplémentaire.

Second principe.

Aux termes de l'article 3 du projet de loi, il est interdit, sauf autorisation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale :

1°/ de majorer les traitements et salaires.

Cependant, aucune autorisation ministérielle n'est nécessaire si cette majoration résulte :

a/ de l'application de dispositions légales ou réglementaires,

b/ d'un barême en vigueur dans l'entreprise,

c/ d'un usage constant;

2°/ d'appliquer tout système faisant varier les salaires et traitements en fonction d'indices traduisant les fluctuations de la vie économique.

Dans la pensée du gouvernement, le blocage des salaires et traitements est une mesure temporaire, dictée par les circonstances économiques, mais dont on peut et doit prévoir la suppression dans un avenir relativement rapproché. L'article 11, alinéa final du projet de loi stipule qu'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres déterminera la date à laquelle les dispositions de l'article 3 cesseront d'être

./.

en vigueur.

Si l'on rapproche ces deux articles, on se rend compte que l'abrogation par voie d'arrêté royal ne porte pas sur la loi elle-même, mais sur une modalité de son application et que l'article 3 n'est qu'une disposition transitoire qu'il conviendrait de rédiger comme telle et qui deviendrait l'article 10 du projet de loi.

Surveillance de l'observation des mesures prévues dans le projet de loi.

Le projet de loi confie la surveillance de l'observation des obligations imposées par les articles 1, 2 et 3, non seulement aux officiers de police judiciaire, mais aussi aux inspecteurs et contrôleurs sociaux, aux ingénieurs du Corps des Mines et aux inspecteurs des explosifs.

Pour rendre efficace leur mission de surveillance, l'article 5 :

1°/ leur accorde la libre entrée des locaux où les travailleurs sont occupés ou reçoivent leur rémunération;

2°/ fait une obligation aux employeurs, à leurs préposés et mandataires d'une part, aux travailleurs d'autre part :

a/ de fournir aux agents de surveillance tous les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission;

b/ de leur communiquer, à leur demande, les carnets de salaires ainsi que tous les livres ou documents dont la consultation peut être utile au point de vue du contrôle.

Dispositions pénales.

Le projet de loi sanctionne de peines d'amende l'inobservation des obligations prévues, d'une part, par les articles

./.

1 à 3, d'autre part, par l'article 5.

L'article 4 réprime les infractions aux articles 1 à 3, c'est-à-dire le non-paiement des salaires et traitements aux taux fixés par les arrêtés royaux pris en exécution des articles I et 2 ou, au contraire, l'octroi de majorations des rémunérations non autorisées conformément à l'article 3.

L'article 6 punit des peines de la loi ceux qui ont fait échec aux mesures de surveillance ou ont négligé de fournir aux fonctionnaires compétents les documents et renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

L'article 7 de la loi envisage la récidive dans l'année qui suit une condamnation du chef de violation des dispositions légales ou réglementaires en matière de fixation des salaires et traitements. Dans ce cas, les peines sont doublées. Le texte de l'article 6 est impératif : le juge doit doubler les peines; il ne lui est laissé aucun pouvoir d'appréciation.

L'intention du gouvernement est de permettre la récupération des amendes contre les personnes susceptibles de tirer bénéfice des infractions. Il conviendrait par conséquent de compléter la disposition de l'article 8 par une disposition analogue à l'alinéa Ier de l'article 123 decies du Code pénal (arrêté-loi du 20/9/1945, article 2) en rendant les sociétés civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs organes.

Dispositions abrogatoires.

L'article 10 du projet de loi abroge expressément une série de dispositions antérieures en la matière qu'il prend soin d'énumérer. Le texte de cet article doit cependant être légèrement remanié pour respecter davantage l'intitulé de certains arrêtés-lois. Ces remaniements se trouvent indiqués dans le texte proposé ci-après.

./.

Entrée en vigueur de la loi.

D'après l'article 11 du projet, la loi doit entrer en vigueur le jour même de sa publication au Moniteur belge.

Le Conseil d'Etat, section de législation, propose en conséquence de modifier comme suit le texte du projet de loi:

TEXTE PROPOSE.

Intitulé et préambule: sans modification

Article 1er.-: sans modification

Article 2.-: sans modification

Article 3.-

Sont punis d'une amende de 100 à 100.000 fr., les employeurs, leurs préposés ou mandataires qui font ou laissent travailler leurs travailleurs contrairement aux dispostions des arrêtés pris en exécution de la présente loi, ou qui accordent des majorations sans avoir obtenu l'autorisation prévue à l'article 10.

L'amende est encourue autant de fois qu'il y a eu de personnes employées en contravention des dites dispositions sans que le total des amendes puisse excéder 200.000 fr.

Article 4.- : l'article 5 du projet soumis.

Article 5.- : l'article 6 du projet soumis.

Article 6.- : l'article 7 du projet soumis.

Article 7.-

Les employeurs sont civilement reponsables du paiement des amendes prononcées en vertu de la présente loi à charge de leurs organes préposés ou mandataires.

Article 8.-

L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci, est prescrite une année révolue à compter du jour où l'infraction a été commise.

Toutes les dispositions du livre premier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables à cette infraction.

Article 9.-

Les arrêtés-lois des 14 avril et 23 juillet 1945 concernant la fixation des salaires et traitements, 14 septembre 1945 portant majoration des taux de salaires et traitements, 14 mai 1946 relatif aux traitements et salaires modifié par les arrêtés-lois du 21 août 1946 et 31 décembre 1946 , ainsi que la loi du 16 juin 1947 donnant au Roi le pouvoir d'abroger, de modifier et de compléter les arrêtés-lois des 14 mai, 21 août et 31 décembre 1946, relatifs aux traitements et salaires, sont abrogés.

Article 10.-

Aussi longtemps qu'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres n'aura pas fixé la date à laquelle les traitements et salaires pourront être majorés librement par les parties contractantes, cette majoration est interdite sans l'autorisation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, à moins qu'elle ne résulte:

a) de l'application de dispositions légales ou règlementaires
b) d'un barême en vigueur
c) d'un usage constant.

La même autorisation est requise pour l'application de tout système faisant varier les salaires et traitements en fonction d'indices traduisant les fluctuations de la vie économique.

Article 11.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Donné à

PAR LE REGENT:

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Het ontwerp van wet streeft een drievoudig doel na :

1° In één enkele, systematisch geordende tekst de gezamenlijke regelen bijeen te brengen, volgens welke de lonen en wedden van overheidswege zullen worden vastgesteld.

In perioden van economische instabiliteit is het bedrag van de lonen en wedden onvermijdelijk aan veelvuldige schommelingen onderhevig. Sinds de besluitwet van 14 April 1945 betreffende de vaststelling der lonen en wedden - de allereerste die terzake wettelijke voorziening heeft getroffen - is het, om de pas te houden met de ontwikkeling van de economische conjunctuur, nodig geweest aan de toentertijd opgestelde bepalingen verschillende wijzigingen aan te brengen, die niet minder dan zeven besluitwetten en één wet hebben gevergd.

De regering heeft geoordeeld dat het ogenblik gekomen was om die bepalingen in een enkele tekst te codificeren, ten einde ze gemakkelijker toegankelijk te maken voor degenen die gehouden zijn ze toe te passen.

2° de Koning te machtigen, voor het heden, over te gaan tot een wederaanpassing van de bezoldiging aan de economische werkelijkheid en hem, voor de toekomst, over een juridisch procédé te laten beschikken dat eenvoudig genoeg is om de vereiste aanpassingen gemakkelijk te maken.

De memorie van toelichting legt nadruk op het sociaal belang van de bepalingen, die in het ontwerp voorkomen; deze bepalingen zullen toelaten de lonen en wedden weder aan te passen, rekening houdend met de verhoging van hun bedrag zoals het tijdens de Nationale Arbeidsconferentie van 30 Maart 1948 werd geconstateerd.

Teneinde een te grote strengheid, die moeilijk met de behoeften van het economisch leven te verzoenen zou zijn, uit de weg te gaan, wordt de Koning door het ontwerp van wet gemachtigd de door hem getroffen maatregelen van algemene aard soepeler te maken door het homologeren van akkoorden, die in

de schoot van de paritaire comité's afgesloten werden met de bedoeling in een bepaalde bedrijfstak hogere minimumbezoldigingen dan de algemene minima toe te kennen.

3° De lonen en wedden geblokkeerd te houden, terwijl echter nu reeds het ogenblik overwogen wordt, waarop het mogelijk zal zijn er een einde aan te maken, en de bepalingen worden voorbereid, waardoor de opheffing juridisch zal worden verwezenlijkt.

De memorie van toelichting legt er nadruk op, dat de bepalingen die betrekking hebben op het blokkeren van de lonen wedden " uiteraard een tijdelijk karakter " hebben ; een artikel van het ontwerp van wet overweegt de nu reeds aan te nemen teksten, waardoor er op het gunstig ogenblik een einde zal aan gemaakt worden.

Toepassingsveld van het ontwerp van wet.

In de geest van de wetgever zijn de bepalingen van het ontwerp van wet toepasselijk op alle personen zonder onderscheid die door een dienstcontract verbonden zijn, van het ogenblik af dat zij op normaal rendement werken.

Het toepassingsveld van het ontwerp van wet is dus zeer uitgebreid. De maatregelen die erin voorzien zijn slaan op alle loontrekkenden, meerderjarigen of minderjarigen, van het mannelijk of van het vrouwelijk geslacht, of hun rechten en verplichtingen uit een arbeidscontract dan wel uit een bediendencontract voortspruiten, of zij hun bedrijvigheid aan huis dan wel in de lokalen van het ondernemingshoofd uitoefenen.

Mechanisme van het ontwerp van wet.

Het mechanisme van het ontwerp van wet is zeer eenvoudig; het gaat uit van twee beginselen ; een eerste dat tot doel heeft de minimumlonen en -wedden vast te stellen, een ander dat streeft naar het blokkeren van de bezoldigingen.

Eerste beginsel.-

Het eerste beginsel is geformuleerd in artikel één van het ontwerp van wet : de lonen en wedden worden niet meer door akkoord van partijen maar van overheidswege vastgesteld. Hun

bijdragen worden, na raadpleging van de Nationale Raad van de Arbeid, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit bepaald. De wet van 20 September 1948, die in de memorie van toelichting aangehaald wordt, richtde Nationale Raad van de Arbeid niet op, maar maakt er alleen gewag van in de artikelen 18 en 27. Dienvolgens zal het eerst mogelijk zijn artikel 1 van het ontwerp toe te passen wanneer bewust organisme zal ingesteld zijn. De bedoelde minima zijn " ofwel gelijk voor alle arbeiders van een zelfde beroepscategorie, tewerkgesteld in alle bedrijfstakken, ofwel verschillend volgens bedrijfstak ".

Van het beginsel dat in artikel 1 vervat ligt wordt verder op belangrijke wijze afgeweken. Artikel 2 machtigt de Koning de resoluties van de Paritaire Comité's, waarbij hogere minimumlonen en -wedden worden vastgesteld dan die, welke bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit op algemene wijze zijn bepaald, verplichtend te maken.

Men zal opmerken dat het koninklijk besluit, waarbij voor de gezamenlijke arbeiders de minimumlonen en - wedden word vastgesteld, in Ministerraad overlegd en vooraf aan het advies van de Nationale Raad van de Arbeid onderworpen moet worden. Die laatste twee procedureformaliteiten zijn niet vereist wanne het gaat om de koninklijke besluiten, die een bindend karakter geven aan de akkoorden, welke in de schoot van de Paritaire Comité's gesloten zijn ; die koninklijke besluiten zullen genomen worden in de gewone vorm, met de mede ondertekening van een enkel Minister. Het is te begrijpen dat de wetgever in dit geval minder strengheid aan de dag legt wat betreft de voorwaarden, waarin die besluiten zullen genomen worden ; de gevolgen van deze laatste zullen zich immers slechts voor een meer beperkt aantal arbeiders doen gelden. Het in de schoot van het Paritair Comité afgesloten akkoord zal bovendien een bijkomende waarborg zijn.

Tweede beginsel.

Luidens artikel 3 van het ontwerp is het, behoudens machtiging van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, verboden :

1° - de wedden en lonen te verhogen.

Nochtans is geen enkele machtiging van de Minister vereist wanneer die verhoging voortvloeit :

a) uit de toepassing van wettelijke of reglementaire bepalingen,

b) uit een in de onderneming in zwang zijnd barema,

c) uit een bestendig gebruik.

2° elk stelsel toe te passen, dat de lonen en wedden laat schammelen in verhouding tot de indexcijfers die de fluctuaties van het economisch leven weergeven.

In de geest van de regering is het blokkeren van de wedden en lonen een tijdelijke maatregel, die door de economische omstandigheden wordt voorgeschreven maar waarvan de opheffing in eenbetrekkelijk nabije toekomst kan en moet worden voorzien. Artikel 11, slotalinea van het ontwerp van wet, bepaalt dat een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit de datum zal vaststellen, waarop de bepalingen van artikel 3 zullen ophouden van kracht te zijn.

Wanneer men die twee artikelen naast elkander stelt, geeft men er zich rekenschap van dat de opheffing door middel van een koninklijk besluit niet slaat op de wet zelf, maar op een modaliteit van haar toepassing en dat artikel 3 slechts een overgangsbepaling is, die als zodanig zou moeten geformuleerd zijn en die dan artikel 10 van het ontwerp van wet zou worden.

<u>Toezicht op de naleving van de in het ontwerp van wet voorgeschreven maatregelen.</u>

Het toezicht op de naleving van de door de artikelen 1, 2 en 3 opgelegde verplichtingen wordt door het ontwerp van wet toevertrouwd, niet alleen aan de inspecteurs van de gerechtelijke politie, maar ook aan de sociale inspecteurs en controleurs, aan de ingenieurs van het Mijnkorps en aan de inspecteurs voor de springstoffen.

Om hun toezicht doeltreffend te maken wordt bij artikel 5, 1° vrije toegang aan hen verleend tot de lokalen waar de arbeiders werken of hun bezoldiging ontvangen.

2° aan de werkgevers, hun aangestelden of lasthebbers eensdeels, aan de arbeiders anderdeels, de verplichting opgelegd :

a) aan de met het toezicht belaste ambtenaren alle inlichtingen te verstrekken, die zij nodig hebben om hun opdracht te vervullen.

b) hun, op hun verzoek, de loonboekjes evenals alle boeken of documenten, die zij met het oog op de controle nuttig zouden kunnen inzien , mede te delen.

Strafbepalingen.-

Het niet nakomen van de verplichtingen, die eensdeels bij de artikelen 1 en 3, anderdeels bij artikel 5 zijn voorgeschreven, wordt door het ontwerp van wet met geldboeten bestraft.

Artikel 4 beteugelt de inbreuken op de artikelen 1 en 3 dit wil zeggen het niet betalen van de lonen en wedden volgens de bedragen, die bij de ter uitvoering van de artikelen 1 en 2 genomen koninklijke besluiten zijn vastgesteld, of, integendeel, het toestaan van loons- of weddeverhogingen, die volgens artikel 3 niet geoorloofd zijn.

Artikel 6 legt de wettelijke straffen op aan degenen, die het toezicht onmogelijk maken of die verwaarloosd hebben aan de bevoegde ambtenaren de voor het vervullen van hun opdracht noodzakelijke documenten en inlichtingen te verschaffen.

Artikel 7 van de wet overweegt het geval van herhaling binnen het jaar dat volgt op een veroordeling uit hoofde van schending van de wettelijke of reglementaire bepalingen in zake vaststelling van de lonen en wedden. In zodanig geval worden de straffen verdubbeld. De tekst van artikel 6 is imperatief : de rechter moet de straffen verdubbelen ; er wordt hem geen enkele macht tot beoordeling gelaten.

De regering heeft het inzicht, mogelijk te maken dat de boeten worden gevorderd van de personen, die uit de inbreuken voordeel zouden kunnen trekken. Dienvolgens zou de bepaling van artikel 8 moeten aangevuld worden met een bepaling, die overeenkomt met de eerste alinea van artikel 123

decies van het Strafwetboek (A. Wet van 20 September 1945 artikel 2) door de vennootschappen burgerlijk aansprakelijk te stellen voor de tegen hun organen uitgesproken veroordelingen.

Opheffingsbepalingen.

In artikel 1° van het ontwerp van wet wordt een reeks vroegere bepalingen ter zake opgesomd, die dr door uitdrukkelijk worden opgeheven. De tekst van dit artikel moet evenwel lichtjes worden omgewerkt, om de titels van bepaalde wetsbesluiten nauwkeurig weer te geven. De hierna voorgestelde tekst is in die zin omgewerkt.

In werking treden van de wet.

Volgens artikel 11 van het ontwerp moet de wet in werking treden de dag zelf van haar bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

De Raad van State, afdeling Wetgeving, stelt derhalve voor de tekst van het ontwerp van wet als volgt te wijzigen.

VOORGESTELDE TEKST.

MINISTERIE VAN ARBEID EN
SOCIALE VOORZORG

Ontwerp van wet betreffende de vaststelling en de verhoging der lonen en wedden.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,
WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg wordt gelast, in Onze Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp in te dienen, waarvan de tekst volgt:

Artikel 1.-

De minimumlonen en wedden van de personen, die door een dienstcontract verbonden zijn en op normaal rendement werken, zullen, na raadpleging van de Nationale Raad van de Arbeid, bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit bepaald worden.

Artikel 2.-

De Koning mag overeenkomstig de bepalingen van de besluitwet van 9 Juni 1945 tot vaststelling van het Statuut der Paritaire Comité's, bindend maken de resoluties der Paritaire Comité's waarbij hogere, dan de in uitvoering van artikel I bepaalde minima en op die minima gesteunde baremas, vastgesteld worden.

Artikel 3.-

De werkgevers, hun aangestelden of lasthebbers die hun arbeiders doen of laten werken in strijd met de in uitvoering van deze wet genomen besluiten of die

verhogingen toestaan zonder de bij artikel 10 bedoelde toelating te hebben bekomen, worden gestraft met een geldboete van 100 tot 100.000 fr.

De geldboete wordt zoveel maal opgelegd als er personen in overtreding met deze bepalingen tewerkgesteld zijn, zonder dat het totaal der geldboeten 200.000 fr. mag overschrijden.

Artikel 4.-

Onverminderd de plichten die op de officieren van de gerechtelijke politie rusten, worden de sociale inspecteurs en controleurs, de ingenieurs van het Mijnkorps, de inspecteurs voor de springstoffen, gelast over de toepassing van deze wet en van de ter uitvoering daarvan genomen besluiten, te waken.

Zij hebben vrije toegang tot de lokalen waar de arbeiders werken of hun bezoldiging ontvangen.

De werkgevers, hun aangestelden of lasthebbers en de arbeiders moeten hun de inlichtingen verstrekken, die ze nodig hebben om hun opdracht te vervullen.

Op hun verzoek zullen hun de loonboekjes, evenals alle boeken of documenten die zij met het oog op de bij alinea 1 van dit artikel voorziene controle nuttig zouden kunnen inzien, worden medegedeeld.

Een afschrift van het proces-verbaal zal, op straffe van nietigheid, binnen 7 dagen aan de overtreder worden overgemaakt.

Artikel 5.-

Onverminderd de eventuele toepassing van de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met een geldboete van 100 tot 100.000 fr. de werkgevers, hun aangestelden of lasthebbers alsook de arbeiders, die weigeren aan de personen belast met het toezicht over de naleving van deze wet en van de ter uitvoering daarvan genomen besluiten, de inlichtingen te verstrekken welke ze nodig hebben voor het vervullen van

hun opdracht, of die tijdens het onderzoek onjuiste verklaringen afleggen om ze op een dwaalspoor te brengen.

Artikel 6.-

Bij herhaling binnen het jaar volgend op de veroordeling, zullen de bij voorgaande artikelen bepaalde straffen verdubbeld worden.

Artikel 7.-

De werkgevers zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de krachtens deze wet aan hun organen, aangestelden of lasthebbers opgelegde geldboeten.

Artikel 8.-

De publieke vordering, die voortvloeit uit een inbreuk op de bepalingen van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering er van, verjaart na verloop van een vol jaar te rekenen van de dag waarop de inbreuk werd gepleegd.

Alle bepalingen van het eerste boek van het strafwetboek, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn op deze inbreuk toepasselijk.

Artikel 9.-

Zijn afgeschaft: de besluitwetten van 14 April en van 23 Juli 1945 betreffende de vaststelling der lonen en wedden, van 14 September 1945 tot verhoging van de lonen en wedden, van 14 Mei 1946 betreffende de lonen en wedden, gewijzigd bij de besluitwetten van 21 Augustus 1946 en van 31 December 1946, alsook de wet van 16 Juni 1947 waarbij aan de Koning de macht gegeven wordt de besluitwetten van 14 Mei, 21 Augustus en 31 December 1946, betreffende de lonen en wedden af te schaffen, te wijzigen en aan te vullen.

Artikel 10.-

Zolang een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit de datum niet zal bepaald hebben, waarop de lonen en wedden vrijelijk door de contracterende partijen zullen kunnen

verhoogd worden, is deze verhoging verboden zonder de machtiging van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, tenzij zij voortvloeit uit:

a) de toepassing van wettlijke of reglementaire bepalingen
b) een in zwang zijnd barema
c) een bestendig gebruik

Dezelfde machtiging is vereist voor de toepassing van elk stelsel, waarbij de lonen en wedden schommelen in verhouding tot de indexcijfers , die de fluctuaties van het economisch leven weergeven.

Artikel 11.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Gegeven te

VANWEGE DE REGENT:

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, Président
De Heren : voorzitter van de Raad van State , Voorzitter

V. DEVAUX , Conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN , Raadsheren van State.

[illegible] , Assesseurs de la section de législation
[illegible] , Bijzitters van de afdeling wetgeving.

G. PIQUET, greffier adjoint , Greffier,
adjunct-griffier , Griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

M. SUETENS, président

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tek werd nagezien onder toezicht va

de H. SUETENS, voorzitter

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,